



Conseil régional du Centre-Val de Loire  
9, rue Saint Pierre-Lentin  
CS 94117  
45041 Orléans Cedex 1  
Tél : 02 38 70 30 30 – Fax : 02 38 70 31 18  
[www.regioncentre-valde Loire.fr](http://www.regioncentre-valde Loire.fr)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-234500023-20181018-DAP\_18\_05\_04-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/10/2018

Publication : 19/10/2018



## Délibération de l'Assemblée Plénière

**DAP N° 18.05.04**

### ADOpte A LA MAJORITE

POUR : Groupe Socialistes Radicaux et Démocrates (30) Groupe Ecologiste (9)  
Monsieur COMMANDEUR  
CONTRE : Groupe Rassemblement National (15)  
ABSTENTION : Groupe Union de la Droite et du Centre (20) Madame  
RAIMBAULT

### OBJET : Politique jeunesse

Le Conseil régional, réuni en Assemblée plénière le **18 octobre 2018** après avoir pris connaissance du rapport du Président du Conseil régional ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République précisant que l'éducation populaire est une compétence partagée ;

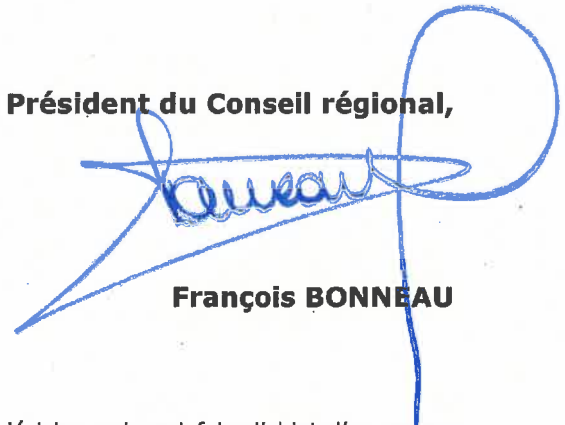
Vu la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté qui place la Région comme chef de file en matière de politiques jeunesse et comme garante de l'accès à une information généraliste pour tous les jeunes.

Vu l'avis émis par le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional le 15 octobre 2018;

**DECIDE**

- 1) D'engager la Région dans une nouvelle gouvernance de la politique jeunesse caractérisée par la création du conseil d'orientation régional des politiques de jeunesse. Ce conseil aura la responsabilité de proposer un plan d'actions communes pour les territoires et les jeunes.
- 2) De prendre en considération les attendus de la politique jeunesse dans toutes Nos contractualisations afin de soutenir la coopération entre les niveaux de collectivités.
- 3) De soutenir les acteurs associatifs de la jeunesse du territoire (CRAJEP, CRIJ, ...) au travers de conventions d'objectifs et de moyens pluriannuelles.
- 4) De contribuer à la mise en œuvre d'outils d'observation et d'évaluation sur le territoire, au niveau des bassins de vie.
- 5) De proposer, dans le cadre du débat d'orientation budgétaire 2019, la création d'un budget dédié à l'animation de la politique jeunesse afin de se donner les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ces orientations.
- 6) De proposer dans un an un rapport sur la mise en œuvre de la coopération entre les acteurs de la jeunesse dans les territoires.
- 7) D'adopter le rapport sur la nouvelle politique jeunesse joint en annexe.

**Le Président du Conseil régional,**



**François BONNEAU**

**SIGNE ET AFFICHE LE : 19 octobre 2018**

N.B. : Le Président susnommé certifie le caractère exécutoire de cette décision qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans CEDEX 1, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.



Le Président,  
18.05.04

**Rapport du Président du Conseil Régional  
à la séance Plénière**

**Réunion du 18 octobre 2018**

**Direction de l'Education et de la Jeunesse  
Politique jeunesse**

## Plan détaillé

---

### Avant-propos

### I – Pour une responsabilité Régionale renforcée

- 1) **L'ambition de la Région**
- 2) **La Région, chef de file**
- 3) **Une action à la croisée des cadres Européens et Nationaux**
  - Le cadre Européen
  - Le cadre National

### II – Mieux accompagner les jeunes

- 1) **La jeunesse : un temps de vie**
  - Des jeunes
  - Repères sur les jeunes en France et en Région Centre-Val de Loire
  - Des éléments à retenir des concertations et de la réunion commune du CRJ et du Conseil Régional
- 2) **Une diversité d'intervenants dans les politiques publiques jeunes**

### III – Coopération et projets, la nouvelle donne en Région Centre-Val de Loire

- 1) **Faire vivre les valeurs de la République**
- 2) **Etre aux côtés de la jeunesse**
  - Le défi de l'accès à l'information et aux droits
  - Le défi de l'orientation, de la formation
  - Le défi de l'autonomie, de l'émancipation
  - Le défi de l'engagement
- 3) **Une gouvernance Régionale partagée avec les acteurs de la jeunesse**
  - A. Conduire la politique jeunesse avec nos partenaires
    - Avec les services de l'Etat
    - Avec les collectivités territoriales
    - Avec les CAF
    - Avec les réseaux associatifs de la jeunesse et de l'éducation populaire
    - Avec les jeunes au cœur du dispositif
  - B. Un dialogue avec l'ensemble des acteurs
  - C. Pour faire vivre le dialogue structuré

### IV – Délibération

## Avant-propos

En janvier 2018, lors de ses vœux, le Président de la Région a déclaré « **2018 l'année de la jeunesse** », sa volonté étant de nourrir la mise en œuvre de ce qui constitue une des priorités de la mandature « Une Région attentive à sa jeunesse ».

Les ambitions de la Région sont de 3 ordres :

- Proposer une politique pour l'ensemble des jeunes de 15 à 25 ans de la Région ;
- Instaurer un dialogue confiant avec les jeunes et les acteurs de la jeunesse dans une logique de co-construction des politiques de jeunesse ;
- Rendre effectives dans notre Région les dispositions de la loi du 27 Janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté qui placent les Régions comme chef de file dans le domaine des politiques jeunesse.

Le 30 mars, en présence de plus de 150 jeunes et acteurs de la jeunesse, une grande concertation, nommée « *BlablaJeunesse* » a été lancée sur l'ensemble du territoire Régional pour permettre aux jeunes d'exprimer leurs attentes pour leur avenir.

Cette démarche participative s'est traduite par des temps forts et des actions partagées avec les jeunes et les acteurs de la jeunesse :

- Plus de 130 débats, réunissant près de 3000 jeunes, ont été organisés sur l'ensemble du territoire Régional. Labellisés « *BlablaJeunesse* », ils ont porté sur des thèmes aussi variés que le numérique, la mobilité internationale, égalités/inégalités, le sens du travail, la santé, l'environnement et le développement durable, l'Europe, etc. ;
- Un appel à contributions a été engagé par le biais de la plateforme [www.democratie-permanente.fr](http://www.democratie-permanente.fr) ;
- Une réunion commune du Conseil Régional de la Jeunesse et du Conseil Régional a eu lieu le 29 juin, qui a été l'occasion d'avoir un débat fixant les priorités partagés ;
- Un sondage auprès de près de 300 jeunes a été effectué en septembre par un institut spécialisé ;
- Le lancement de la plateforme YEP'S le 3 septembre.

L'année 2018 est une année où la Région s'engage pour mettre en œuvre la priorité donnée à la jeunesse par la majorité, où la collectivité se mobilise pour une nouvelle ambition pour la jeunesse.

**Il s'agit maintenant d'élaborer la politique Régionale pour la jeunesse afin d'inscrire notre action dans la durée et dans une vision partagée.**

# I – Pour une responsabilité Régionale renforcée

## 1) L'ambition de la Région

La légitimité de la Région Centre-Val de Loire en matière de politique jeunesse résulte en premier lieu de l'exercice de ses compétences obligatoires, renforcées au fil du temps par la succession de lois de décentralisation.

En effet, depuis les premières lois de décentralisation et en constante évolution depuis, la Région est en responsabilité forte sur :

- **les lycées** : construction, entretien et fonctionnement des lycées d'enseignement général et des lycées et établissements d'enseignement agricole

- **la formation professionnelle** : insertion des jeunes en difficulté, formation des demandeurs d'emplois, **gestion des CFA**...

En réalité, c'est l'ensemble de la compétence formation<sup>1</sup> qui a été transféré aux Régions :

- **le Service Public Régional de l'Orientaion** et de la formation professionnelle, recours aux habilitations, formation des publics spécifiques...).

- **les écoles de formations sanitaires et sociales.**

Au-delà de ses compétences obligatoires, la Région s'est également investie en matière d'enseignement supérieur et de recherche et d'innovation. Elle propose aux jeunes des dispositifs visant à accéder à la culture, à les accompagner dans le développement de leur citoyenneté, de leur santé, ...

Elle a engagé des mesures innovantes et particulièrement emblématiques : elle a été la première Région à mettre en œuvre la gratuité des manuels scolaires dans les établissements dont elle a la responsabilité ; elle est une des Régions les plus engagées dans le soutien aux parcours de mobilité européennes des jeunes et plus récemment, la seule Région à mettre en place la gratuité des transports scolaires.

Elle a ainsi acquis une légitimité dans sa capacité à apporter des réponses directes aux jeunes, au-delà de ses propres compétences.

Depuis janvier 2017, les Régions sont également chargées de coordonner les politiques de la jeunesse.

## 2) La Région, chef de file

Au-delà de la volonté de la Région en matière de jeunesse, son positionnement évolue au regard de la **loi Egalité – Citoyenneté** du 27 janvier 2017, notamment par ses articles 54 à 56 qui la placent comme chef de file en matière des politiques jeunesse et comme garante de l'accès à une information généraliste pour tous les jeunes.

Les modifications concrètes sont les suivantes :

- Les Régions sont chargées d'organiser, en qualité de **chef de file**, les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics pour l'exercice des compétences relatives à la jeunesse.  
La conférence territoriale de l'action publique (CTAP) peut être un lieu de débat des politiques jeunesse entre les différents niveaux de collectivité.

---

<sup>1</sup> Cette montée en puissance des Régions est aujourd'hui contrebalancée au regard des dispositions de la loi Liberté de choisir son Avenir professionnel en matière d'apprentissage, les responsabilités des Régions vont diminuer. Pour ces publics il n'est pas certain que notre Région ait les moyens de maintenir sa politique volontariste en leur faveur dans les domaines de la mobilité et de l'éducation.

- Les Régions **coordonnent**, en complément avec le service public Régional de l'orientation (SPRO), **les actions des structures Information Jeunesse**.
- L'Etat et les Régions doivent **garantir à tous les jeunes l'accès à une information généraliste**, objective, fiable et de qualité dans tous les domaines de leur vie quotidienne.
- Les politiques publiques en faveur de la jeunesse font l'objet d'un **processus annuel de dialogue structuré** entre les jeunes, les représentants de la société civile et les pouvoirs publics.
- Le **développement des conseils de jeunes** chargés de formuler des avis et des propositions sur les politiques Jeunesse à tous les échelons des collectivités locales doit être favorisé.

Enfin pour être complet, il faut indiquer que la Loi NOTRe (loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République) précise que l'éducation populaire est une compétence partagée, tout comme la culture et le sport.

Les ambitions de la loi Égalité et citoyenneté sont de réussir à construire, au niveau local, des politiques de jeunesse réunissant l'ensemble des acteurs qui s'intéressent aux jeunes et aux politiques de jeunesse et de construire avec eux un dialogue constant. Elles rejoignent celles de la Région.

### 3) Une action à la croisée des cadres Européens et Nationaux

- **Le cadre Européen**

La politique Régionale jeunesse se construit en cohérence avec le cadre Européen. La Région porte depuis de nombreuses années une ambition Européenne forte et relaie les politiques de l'Union Européenne (UE) sur le territoire à destination de la jeunesse, en particulier en faveur de la mobilité et de l'engagement.

La politique Européenne de la jeunesse de l'UE a été adoptée par le conseil des ministres chargés de la jeunesse en 2002. Celui-ci a renouvelé le cadre Européen de coopération en matière de jeunesse pour la période 2010-2018.

En mai dernier, la Commission européenne a proposé une nouvelle stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse pour 2019, dans la continuité des précédents programmes, qui pourrait être adoptée d'ici fin 2018.

Celle-ci aura pour objectifs :

- D'aider les jeunes à être les architectes de leur propre vie, de renforcer leur résilience et de leur fournir les compétences essentielles leur permettant de faire face à un monde en pleine mutation ;
- D'encourager les jeunes à devenir des citoyens actifs, des acteurs de la solidarité et du changement positif pour les communautés en Europe, inspirés par les valeurs et l'identité de l'Union européenne ;
- De contribuer à empêcher l'exclusion sociale des jeunes ;
- D'améliorer l'incidence des décisions politiques sur les jeunes à travers le dialogue et de répondre à leurs besoins dans les différents secteurs.

À cette fin, des activités regroupées autour de trois domaines d'action seront menées au titre de la coopération dans le domaine de la politique de la jeunesse :

- **Mobiliser** : encourager les jeunes à participer à la vie démocratique ;
- **Connecter** : rassembler des jeunes de toute l'Europe et au-delà, pour promouvoir la participation volontaire, la mobilité à des fins d'apprentissage, la solidarité et la compréhension interculturelle ;
- **Autonomiser** : soutenir l'autonomisation des jeunes grâce à la qualité, l'innovation et la reconnaissance du travail socio-éducatif.

Les problématiques abordées dans ce programme sont au cœur des préoccupations des jeunes et de la Région qui aurait avantage à se saisir plus encore de ces propositions en s'inscrivant dans cette dynamique et en mobilisant les fonds structurels européens au bénéfice des jeunes.

### • **Le cadre national**

En France, les politiques menées en faveur des jeunes sont portées par plusieurs ministères et cherchent, depuis plusieurs années, à s'inscrire dans une dynamique interministérielle et partenariale.

A l'échelle du territoire régional, la politique jeunesse de l'Etat est portée par la direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), mais de nombreuses directions déconcentrées de l'Etat portent des politiques jeunesse. Enfin, le Rectorat intervient pour tout ce qui relève du domaine de l'Education.

Une réflexion est actuellement menée par le gouvernement sur l'organisation territoriale des services publics pour clarifier les missions que l'Etat exerce dans les territoires. L'objectif affiché est de tirer toutes les conséquences de la décentralisation et de supprimer les doublons de compétences entre l'Etat et les collectivités locales. La Région sera très attentive à ces évolutions d'organisation et de présence de l'Etat dans nos territoires.

La politique Régionale en faveur de la jeunesse s'inscrit également dans les objectifs et les travaux portés par le Conseil d'Orientation des politiques de Jeunesse<sup>2</sup>. Ce Conseil réunit des jeunes, des organisations de jeunesse, des institutions nationales ou des administrations centrales, des élus locaux et des partenaires sociaux, pour qu'ils puissent réfléchir et agir ensemble. Ce conseil contribue à la coordination et à l'évaluation des politiques publiques relatives à la jeunesse de 16 à 30 ans, à l'éducation populaire et au dialogue entre les acteurs concernés par ces politiques. Pouvant se saisir de tous les sujets de la jeunesse, ses travaux portent en particulier sur l'Education Populaire et sur l'insertion des jeunes, thèmes que la Région investit également.

Enfin, la politique Régionale en faveur de la jeunesse se définit dans le cadre des compétences obligatoires et partagées de la Région, en cohérence avec les plans structurants portés par la Région, en particulier le Schéma Régional D'aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), le Schéma Régional de Développement Économique des Entreprises, de l'Internationalisation et de l'Innovation (SRDEEII), le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI), le Plan d'Investissement dans les Compétences ; ...

---

<sup>2</sup> Créé par le décret n° 2016-1377 du 12 octobre 2016 (JO du 15 octobre) et installé le 26 janvier 2017, le Conseil d'Orientation des politiques de Jeunesse est une commission administrative consultative placée auprès du Premier ministre.



## II – Mieux accompagner les jeunesses

### 1) La jeunesse : un temps de vie

- **Des jeunesses**

Mener une politique jeunesse nécessite d'avoir une représentation commune de ce qu'est « la jeunesse ». Sous ce vocable de qui parle-t-on ?

Plusieurs approches existent pour définir la jeunesse. La plus utilisée est celle de **l'âge des individus**, en ayant des bornes d'entrée et de sortie. Ce classement qui semble facile se révèle souvent artificiel : s'agit-il des 15-20 ans, des 18-25 ans, des moins de 30 ans ? Il repose sur le principe que l'ensemble des individus d'une classe d'âge se comporte de façon homogène, aspire aux mêmes ambitions ou est confronté à des problématiques identiques, ce qui ne semble pas toujours être le cas aujourd'hui.

On la définit aussi selon son **statut** d'emploi ou de formation : celle qui travaille, celle qui étudie et celle en inactivité. Cette séparation peut être factice : beaucoup d'étudiants travaillent ; beaucoup de jeunes en emploi sont aussi en formation et le fait d'être ni en emploi ni en formation ne devrait être que transitoire.

La dernière approche, sociologique, est plus complexe. Elle cherche à élaborer des critères objectifs pour définir quand commence la jeunesse et quand elle prend fin.

Pendant longtemps, les jeunes ont été considérés comme un groupe homogène. Mais, depuis la fin des années 80, les travaux des chercheurs, démontrent que la jeunesse doit être pensée comme un passage ; un parcours vers l'autonomie et l'insertion sociale et professionnelle et que ce parcours est très individualisé.

En effet, selon Olivier Galland, sociologue, spécialiste de la jeunesse, la délimitation se fait par rapport aux « attributs » de l'âge adulte :

- Avoir une activité professionnelle ;
- Former un couple ;
- Quitter le domicile familial et avoir son propre logement ;
- Avoir des enfants.

Ces traits « adultes » doivent être rassemblés pour effectuer le passage, quitter la jeunesse et avoir le statut d'adulte. Alors qu'il y a 20 ou 30 ans, ces attributs étaient acquis simultanément, les franchissements des différents seuils ne se font plus ni aux mêmes âges, ni dans le même ordre. Cependant ces seuils restent considérés comme des indicateurs d'indépendance. Tout cela participe à la difficulté d'identifier une trajectoire qui serait celle de l'entrée dans l'âge adulte.

On peut donc considérer que la jeunesse est la période de la vie qui s'intercale entre l'adolescence et l'âge adulte. Aujourd'hui les chercheurs la délimitent de 15 ans à presque 30 ans.

## • Repères sur les jeunes en France et en RCVL

Quelques éléments qui caractérisent la Région Centre-Val de Loire :

- Plus de 280 000 jeunes entre 15 et 25 ans, dont près 150 000 lycéens, apprentis et étudiants ;
- Un taux de scolarisation des jeunes de 16-24 ans inférieur au taux national mais en progression depuis plusieurs années ;
- Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2018, 15% des jeunes de moins de 25 ans sont demandeurs d'emploi ;
- Plus de 35% de la population considérée comme pauvre a moins de 20 ans (alors que les moins de 20 ans représentent moins de 25 % de la population régionale).

## Eléments statistiques<sup>3</sup>



### Démographie

Structure par grande tranche d'âge au 1<sup>er</sup> janvier 2016

		Centre-Val de Loire	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	France métrop.
Moins de 6 ans	Hommes	90 681	9 668	16 605	6 071	21 120	11 100	26 117	2 345 127
	Femmes	86 713	9 238	15 921	5 980	20 020	10 785	24 769	2 242 261
	<b>Ensemble</b>	<b>177 394</b>	<b>18 906</b>	<b>32 526</b>	<b>12 051</b>	<b>41 140</b>	<b>21 885</b>	<b>50 886</b>	<b>4 587 388</b>
Enfants de 6 à 16 ans	Hommes	181 573	19 945	33 083	13 995	41 581	23 224	49 745	4 510 277
	Femmes	173 735	18 747	31 541	13 407	40 533	21 965	47 542	4 299 301
	<b>Ensemble</b>	<b>355 308</b>	<b>38 692</b>	<b>64 624</b>	<b>27 402</b>	<b>82 114</b>	<b>45 189</b>	<b>97 287</b>	<b>8 809 578</b>
Jeunes de 16 à 25 ans	Hommes	139 944	15 673	22 134	10 449	36 411	16 447	38 830	3 812 553
	Femmes	133 137	13 744	20 716	9 216	37 776	15 172	36 513	3 695 992
	<b>Ensemble</b>	<b>273 081</b>	<b>29 417</b>	<b>42 850</b>	<b>19 665</b>	<b>74 187</b>	<b>31 619</b>	<b>75 343</b>	<b>7 508 545</b>
Population de 26 à 64 ans	Hommes	622 183	74 473	107 451	53 054	145 194	79 921	162 090	15 791 583
	Femmes	643 538	76 437	110 097	54 316	151 274	81 966	169 448	16 388 364
	<b>Ensemble</b>	<b>1 265 721</b>	<b>150 910</b>	<b>217 548</b>	<b>107 370</b>	<b>296 468</b>	<b>161 887</b>	<b>331 538</b>	<b>32 179 947</b>
Population de 65 ans et plus	Hommes	237 054	32 371	36 553	25 425	52 885	34 076	55 744	5 256 242
	Femmes	309 881	42 059	46 794	33 614	71 153	43 673	72 588	7 049 886
	<b>Ensemble</b>	<b>546 935</b>	<b>74 430</b>	<b>83 347</b>	<b>59 039</b>	<b>124 038</b>	<b>77 749</b>	<b>128 332</b>	<b>12 306 128</b>
Population de 75 ans et plus	Hommes	107 015	14 451	15 900	11 849	24 537	15 865	24 413	2 287 745
	Femmes	165 723	22 685	24 543	18 824	38 101	23 893	37 677	3 701 009
	<b>Ensemble</b>	<b>272 738</b>	<b>37 136</b>	<b>40 443</b>	<b>30 673</b>	<b>62 638</b>	<b>39 758</b>	<b>62 090</b>	<b>5 988 754</b>
Population de 80 ans et plus	Hommes	64 498	8 516	9 452	7 263	14 956	9 650	14 661	1 352 134
	Femmes	112 601	15 254	16 712	12 956	26 012	16 254	25 413	2 490 846
	<b>Ensemble</b>	<b>177 099</b>	<b>23 770</b>	<b>26 164</b>	<b>20 219</b>	<b>40 968</b>	<b>25 904</b>	<b>40 074</b>	<b>3 842 980</b>

Source : estimations de population INSEE (résultats provisoires arrêtés fin 2016)

9

<sup>3</sup> Extraits du Panorama statistique 2017 de la DRDJSCS du Centre-Val de Loire.



## Jeunesse

### Classes d'âge, Cohabitation familiale

	Centre-Val de Loire	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	France métrop.
<b>Sexe et âge au 1er janvier 2016</b>								
<b>Garçons</b>								
Moins de 15 ans	239 099	25 952	43 879	17 388	54 800	30 031	67 049	6 028 986
De 15 à 24 ans	143 341	15 999	22 942	10 876	37 022	17 117	39 385	3 854 977
Moins de 25 ans	382 440	41 951	66 821	28 264	91 822	47 148	106 434	9 883 963
<b>Filles</b>								
Moins de 15 ans	228 923	24 509	41 885	16 805	52 905	28 824	63 995	5 756 730
De 15 à 24 ans	136 093	14 145	21 448	9 620	38 289	15 730	36 861	3 717 203
Moins de 25 ans	365 016	38 654	63 333	26 425	91 194	44 554	100 856	9 473 933
Part des jeunes de moins de 25 ans dans la population générale en %	28,9	26,1	29,9	24,5	30,0	27,4	30,7	30,0
<b>Cohabitation familiale des jeunes de 20 à 24 ans en 2014</b>								
Part des garçons de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	51,4	51,1	61,7	52,6	44,6	52,6	51,7	53,5
Part des filles de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	34,5	33,8	43,7	32,4	29,3	33,9	35,9	38,7
Part de l'ensemble des jeunes de 20 à 24 ans vivant chez les parents en %	43,0	42,6	52,6	43,1	36,6	43,6	43,9	46,0

Sources : DREES, SAE, PMSI ; INSEE, RP2014 exploitation complémentaire, ELP 2016, RP 2006 ; INSERM, CépiDc ; OFDT, enquête ESCAPAD 2016 ; ERASME (CNAM-TS)

25



## Jeunesse

### Scolarité

	Centre-Val de Loire	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	France métrop.
<b>Scolarité</b>								
Part des jeunes de 17 ans ayant de faibles capacités ou de grosses difficultés en lecture en 2016 en % (1)	10,3	11,6	8,9	10,8	8,3	10,2	12,2	8,7
Part des jeunes non diplômés au sein de la population des 20-24 ans non inscrite en établissement scolaire en 2014 en % (1)	19,3	19,4	20,1	20,9	16,4	20,4	20,3	19,4
Part des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population des 25-34 ans non inscrite en établissement scolaire en 2014 en % (1)	38,4	34,8	35,6	31,2	44,0	34,4	40,7	43,7
Taux des retards de 2 ans et plus en 3ème (année 2016-2017)	1,4	1,1	1,3	1,1	1,2	1,4	1,8	1,2
Part d'élèves entrant en 6ème avec au moins un an de retard, à la rentrée 2016-2017 (1)	10,3	10,1	10,9	11,5	9,2	12,1	9,6	9,3
<b>Part d'élèves demi-pensionnaires et internes dans le second degré en 2015 (2)</b>								
Ensemble des établissements	69,5	66,0	67,1	68,0	77,6	70,2	65,6	66,9
Établissements en ZUS	43,8	54,7	50,4	14,2	33,0	21,5	25,4	45,7
Établissements hors ZUS	71,0	67,1	70,5	69,0	78,6	72,0	66,4	68,4
Taux de scolarisation des enfants de deux ans (Rentrée 2016-2017 en %) (2)	8,4	8,9	7,3	15,9	7,7	10,6	6,6	nd

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

Sources : DREES ; MENESR-DEPP, système d'information SCOLARITE et enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat ; DSN ; INSEE, RP ; DARES, Extrapro, base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation, calculs Dares

27



## Jeunesse

Formation, Activité en 2014

	Centre-Val de Loire	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	France métrop.
Part des filles de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	80,3	80,2	80,8	78,0	81,7	78,4	80,2	82,3
Part des filles de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	10,4	8,6	10,3	10,9	10,0	11,6	10,8	8,6
Part des garçons de 15 à 19 ans élèves, étudiants ou stagiaires	70,5	72,5	69,8	65,3	72,6	66,9	71,5	75,0
Part des garçons de 15 à 19 ans en emploi, y compris en apprentissage	18,2	15,3	19,0	21,5	17,5	22,1	17,0	14,3
Part des filles de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	23,0	19,0	15,6	14,5	32,6	16,5	23,2	29,1
Part des filles de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	51,8	50,2	57,1	55,1	47,4	55,6	51,7	46,8
Part des garçons de 20 à 24 ans élèves, étudiants ou stagiaires	18,1	17,4	9,8	9,2	25,3	12,4	20,7	24,3
Part des garçons de 20 à 24 ans en emploi, y compris en apprentissage	56,1	55,0	62,3	59,7	51,3	59,8	55,2	51,5

Sources : DREES ; MENESR-DEPP, système d'information SCOLARITE et enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat ; DSN ; INSEE, RP ; DARES, Extrapro, base de gestion informatisée des contrats de professionnalisation, calculs Dares

28



## Pauvreté - Précarité - Exclusion

Revenus et inégalités de revenus (année 2014)

	Centre-Val de Loire	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	France métrop.
Niveau de vie médian des ménages (en euros) (1)	20 338	19 617	20 829	19 072	20 561	20 131	20 790	20 369
Disparités des revenus des ménages (rapport inter décile D9/D1 du niveau de vie) (1)	3,1	3,1	3,0	2,9	3,1	3,0	3,2	3,5
Taux de pauvreté monétaire (seuil de pauvreté à 60%) (1)	12,9	14,6	11,8	14,6	12,1	12,7	13,0	14,7
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de moins de 30 ans (1)	21,7	24,6	18,3	24,7	22,5	21,4	21,0	22,8
Taux de pauvreté monétaire des ménages (seuil de pauvreté à 60%) dont le référent fiscal est âgé de 75 ans ou plus (1)	6,9	7,9	5,8	9,8	7,1	6,4	5,6	8,6
Intensité de la pauvreté monétaire (1)	20,2	20,3	20,0	19,1	20,1	20,4	20,8	21,0
Part des ménages bénéficiaires dont les minima sociaux représentent plus de 75 % des revenus au 31/12/2013 (2)	21,7	27,1	18,9	22,9	22,1	21,4	20,4	24,1
Part des ménages bénéficiaires dont les minima sociaux représentent plus de 50 % des revenus au 31/12/2013 (2)	28,7	34,3	25,3	30,6	29,2	28,0	27,4	31,5

Sources : DREES ; INSEE, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ; DGFIP ; CNAF ; CNAV ; CCMSA ; CAF, données au 31/12/2014

(1) Indicateurs sociaux départementaux

(2) Indicateurs de suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

13



	Centre-Val de Loire	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et-Cher	Loiret	France métrop.
<b>Données septembre 2017</b>								
Nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (1)	221,0	25,6	36,4	18,3	53,0	26,7	61,0	5659,0
Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (1)	125,7	15,8	21,6	10,5	29,2	14,3	34,3	3447,3
Nombre de demandeurs d'emploi longue durée (Catégories A, B, C) (1)	103,8	12,6	17,0	8,7	23,8	12,8	28,9	2522,2
Proportion en % des femmes parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	52,4	52,0	53,6	50,8	53,0	51,3	52,3	51,7
Proportion en % des moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	15,3	14,8	14,8	15,8	15,7	15,4	15,2	13,9
Proportion en % des 50 ans et plus parmi les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	24,5	27,3	24,2	27,3	23,4	26,6	22,6	24,5
Taux de chômage localisé (4ème trimestre 2016) en % (2)	9,4	10,3	9,4	9,8	9,0	8,5	9,6	9,7

Sources : DREES ; INSEE ; Pôle emploi ; DARES, Statistiques du marché du travail (champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) ; ASP, traitement DARES

(1) Données exprimées en milliers

(2) Indicateurs sociaux départementaux

17

### **Des éléments à retenir des concertations et de la réunion commune du Conseil Régional de la Jeunesse et du Conseil Régional**

Près de 3000 jeunes ont participé aux BlablaJeunesse organisés dans le cadre de l'année de la jeunesse, dans les différents territoires de la Région. Ces débats portaient sur 8 thèmes différents :

- Le numérique
- Egalités / inégalités
- Ruraux ou citadins ?
- Le travail : quel sens pour les jeunes ?
- Engagement et réalisation de soi
- Mobilité internationale - Confrontation à d'autres cultures
- L'environnement, le développement durable
- L'Europe

Certains constats ou propositions, liés à leur rapport au travail, au numérique, à la santé, ... ressortent des contributions reçues suite à ces échanges :

« On a besoin d'être accompagné...

*La fracture numérique induit des inégalités et creuse celles existant déjà...*

*Il faut permettre aux jeunes d'avoir un accompagnement dans leurs pratiques numériques...*

*La question de la santé est souvent oubliée par les jeunes, elle n'est pas une priorité pour eux pour autant les jeunes ne sont pas ou ne se pensent pas être forcément en bonne santé. 33% des jeunes ont dû renoncer à des soins pour cette raison et 42% n'ont pas consulté un dentiste au cours des 24 derniers mois<sup>4</sup>.*

<sup>4</sup> Etude réalisée auprès de 70 jeunes suivis par la Mission Locale de Bourges.

*Nous pouvons constater des inégalités entre hommes et femmes dès le plus jeune âge, notamment dans le milieu scolaire et extra-scolaire...*

*Plus qu'une question de droit, l'égalité n'est-elle pas une question de dignité ?*

*Des jeunes ont été amenés à refuser de candidater sur une offre d'emploi proposée par leur conseiller, ou encore, n'ont pas répondu à des offres d'emploi publiées car ils n'avaient pas la possibilité de se rendre à l'entreprise...*

*La place de la famille et des relations sociales est primordiale pour certains, et le travail est considéré comme une nécessité voire une obligation en général...*

*Les jeunes n'accèdent pas aux activités culturelles et/ou sportives en raison d'une offre limitée ne couvrant pas tout le territoire »*

Paroles sur « la jeunesse » lors de la réunion commune entre le CRJ et le CR :

- « *La jeunesse c'est un passage de la vie* »
- « *C'est être devant des transitions, des choix, des défis* »
- « *Les trajectoires sont complexes* »
- « *Plus qu'une chance, la jeunesse fait partie de la solution* »

## **2) Une diversité d'intervenants dans les politiques publiques jeunesse**

La politique publique en faveur de la jeunesse regroupe l'ensemble des actions concourant à l'accompagnement des jeunes dans leur autonomie, dans une perspective de réduction des inégalités, qu'elles soient sociétales ou territoriales.

Aujourd'hui, il existe une multiplicité d'acteurs dans le domaine de la jeunesse, portant chacun de nombreux dispositifs d'aide ou d'accompagnement.

Cette situation, qui rend plus difficile la lisibilité de l'offre et des interlocuteurs utiles pour les jeunes est liée à l'histoire de l'organisation du Pays.

Jusqu'aux années 80, l'Etat est l'opérateur public unique. Depuis l'adoption des lois de décentralisation de 1982-1983, le rôle des collectivités territoriales s'est élargi avec une possibilité accrue de prise en compte de la jeunesse.

Aujourd'hui, l'ensemble des collectivités territoriales est concerné par la politique jeunesse d'une façon ou d'une autre. Leurs interventions relevant de 2 logiques : l'une correspond à des actions intégrées dans les compétences obligatoires auxquelles les jeunes peuvent prétendre sous certaines conditions, l'autre étant, jusqu'à peu, inscrite dans la clause de compétence générale.

L'Etat, par le biais des services déconcentrés, continue également de proposer des politiques en faveur de la jeunesse, variables selon les priorités gouvernementales.

A côté de ces opérateurs publics, les organismes de protection sociale comme la CAF proposent également des actions à destination du public jeune.

Enfin, les associations d'éducation populaire interviennent également, en organisant des activités de loisirs, sportives, culturelles, éducatives en dehors de l'école et en accompagnant les jeunes dans leurs projets.

Face à ce grand nombre d'acteurs, la recherche d'une collaboration de tous pour porter collectivement une politique, existe depuis plusieurs années. Mais les partenariats en matière de politiques de jeunesse varient d'un territoire à l'autre en fonction des approches des uns et des autres et se traduisent par l'existence ou non de coopérations entre les parties prenantes de ces politiques.

De son côté, l'intervention de la Région est répartie par secteurs d'interventions dans ses différentes directions. En portant sa politique jeunesse, la Région devra créer une transversalité en son sein, qui relève du travail collaboratif, en mode projet.

Le chef de filât portée par la Région a comme enjeu de réussir à créer des collaborations et des partenariats sur tous les territoires avec l'ensemble des acteurs.

L'écueil possible, c'est que, au moins au départ, des luttes d'influence entre les intervenants prennent le pas sur ce qu'est le véritable enjeu de ces politiques, les jeunes. Ou tout au moins que l'absence d'échanges entre les différents acteurs conduise à construire des politiques similaires pouvant se faire concurrence. C'est le cas par exemple en matière d'accès à l'information pour les jeunes dans notre Région. Alors que la Région vient de développer YEP'S, une plateforme numérique ayant comme ambition d'informer le plus grand nombre, l'Etat a développé la « Boussole des droits » avec des objectifs comparables devant se déployer progressivement dans les différents territoires de la Région.

### III – Coopération et projets, la nouvelle donne en Région Centre-Val de Loire

#### 1) Faire vivre les valeurs de la République

La volonté de la Région est d'accompagner TOUS les jeunes dans leur parcours d'autonomie et d'émancipation, afin qu'ils deviennent des citoyens libres et éclairés.

Cette volonté s'appuie sur les valeurs « de **liberté, d'égalité et de fraternité** » qui fondent notre République et notre capacité collective à vivre ensemble. La laïcité est l'instrument qui permet de garantir l'équilibre entre liberté et égalité et une réponse très concrète pour faire vivre la fraternité au quotidien.

Nous avons la responsabilité de transmettre ces valeurs aux jeunes générations en particulier dans une période où le renouvellement du pacte des générations n'est pas inscrit dans le débat public et où la jeunesse a du mal à trouver sa place.

Plus une question d'usages et de pratiques que de connaissances, ces valeurs peuvent se transmettre par le « faire ensemble », le vécu et peuvent alors prendre tout leur sens auprès des jeunes.

- **La Liberté** d'abord. Vouloir rendre les jeunes autonomes, c'est vouloir qu'ils soient des citoyens libres. Libres de faire des choix, libres d'agir selon leur propre volonté.  
Mais c'est plus simplement aussi, les vouloir libres de s'informer, libres de se cultiver, libres de se divertir, libres de s'engager, libres d'apprendre et de se former, libres de s'exprimer, libres de se déplacer...
- **L'égalité**, parce que tous les jeunes doivent être traités de la même manière, avec la même dignité, parce qu'ils disposent des mêmes droits et qu'ils sont soumis aux mêmes devoirs.

L'égalité, c'est donner aux jeunes, quelles que soient leur origine et leur condition, la possibilité de se soigner, d'accéder à leurs droits, de s'insérer, ...  
Notre rôle, c'est d'agir pour l'égalité des chances et l'égalité des droits en donnant plus à ceux qui ont le moins.

- **La fraternité**, enfin. La fraternité c'est un état d'unité, c'est le dépassement de soi pour faire un « nous ». C'est se penser comme semblable et comme égaux pour pouvoir faire société. La fraternité, c'est agir pour la solidarité, le collectif, le respect, la tolérance, contre l'isolement, contre les discriminations, ... Un récent sondage national dans les lycées confirme le désir des jeunes de s'engager pour la solidarité et indique clairement leur appétence pour faire vivre cette fraternité. Agir pour permettre aux jeunes de s'engager, de se mobiliser, d'agir pour une société plus ouverte, c'est agir pour la fraternité. Mais c'est aussi agir pour que les jeunes se sentent inscrits dans un lien fraternel avec toutes les générations. C'est faire vivre le lien intergénérationnel.

## 2) Etre aux côtés de la jeunesse

Etre jeune aujourd'hui c'est être dans une société où les transformations économiques, sociales et environnementales ne cessent de s'amplifier et de s'accélérer.

C'est être dans la « société numérique » qui fait bouger toutes les lignes : ubérisation de l'économie, développement des réseaux sociaux et des plateformes collaboratives... Le numérique impacte notre rapport à l'information, au travail, à la santé, ... Il ouvre de nouvelles et nombreuses possibilités pour lesquelles les jeunes doivent pouvoir être accompagnés mais porte parallèlement le risque d'accentuer les inégalités.

*« Le numérique offre de nouvelles opportunités (...) les problèmes de mobilité, d'isolement ou encore de handicap peuvent être surmontés grâce aux services en ligne. Le numérique peut aussi faciliter les échanges entre les individus et les cultures, favoriser l'accès aux droits, améliorer l'appropriation de savoirs, moderniser les liens entre citoyens et institutions, contribuer au retour à l'emploi, faciliter le travail à distance... Encore faut-il qu'il soit accessible à tous, utilisable et appropriable par tous.<sup>5</sup> »*

Il est de notre responsabilité d'accompagner les jeunes dans leur rapport au numérique mais aussi de ne pas leur proposer une société du « uniquement numérique » au détriment des relations sociales et humaines, fondamentales pour chacun d'entre nous et déterminantes dans la construction des jeunes.

Etre jeune aujourd'hui, c'est être aussi dans une planète abîmée par le changement climatique, avec une biodiversité qui décline, une société affectée par de nouvelles maladies, comme l'obésité ou les nouvelles allergies.

Ces bouleversements écologiques appellent à une transition écologique, c'est-à-dire une évolution vers un nouveau modèle économique et social, un modèle de développement durable qui renouvelle nos modes de vie, nos façons de produire, de consommer, de travailler, de vivre ensemble, ...

Les jeunes s'inscrivent dans ce débat, les objectifs de développement durable de l'agenda 2030 et de l'accord de Paris sont une problématique intergénérationnelle et ne pourront être atteints sans la mobilisation et l'implication des jeunes.

---

<sup>5</sup> Extrait de la synthèse du BlablaJeunesse organisé par la mission locale de l'Orléanais sur le numérique.



Là aussi, la Région est fortement investie sur le sujet et porte de nombreuses politiques pour agir en ce sens, avec comme ambition de mobiliser les citoyens sur ces questions et d'aménager durablement le territoire pour relever le défi de la transition écologique.

Dans ce monde sans cesse en mutation, les aspirations et les revendications des jeunes concernent en priorité l'accès à un emploi stable, des conditions de vie au moins aussi favorables que celles des générations précédentes, mais aussi une reconnaissance de leur valeur, de leurs capacités et de leur place de citoyens, une sorte de « droit à la confiance ».

Par sa politique jeunesse, la Région souhaite davantage accompagner les jeunes et les aider à relever tous les défis qui se posent à eux. Elle a comme objectif d'organiser l'accès pour tous les jeunes aux droits auxquels ils peuvent légitimement prétendre.

L'ambition de la Région est de donner aux jeunes les clés de la réussite et de l'épanouissement en Centre-Val de Loire. Il s'agira d'agir en faveur de la réduction des inégalités, en particulier par :

- L'augmentation du niveau de diplômes des jeunes ;
- La baisse du nombre de jeunes décrocheurs ;
- La lutte contre la pauvreté des jeunes ;
- L'amélioration de l'insertion professionnelle des jeunes.

La politique que souhaite proposer la Région repose sur 3 piliers :

- Une politique qui accompagne les jeunes dans leurs parcours, leur vie quotidienne, leurs projets ;
- Une politique qui leur donne les moyens de s'épanouir et de décider librement de leur avenir ;
- Une politique qui fait du dialogue et de la concertation les piliers de sa mise en œuvre.

L'objectif pour la Région est d'accompagner l'ensemble des jeunes à relever tous les défis dans leur parcours vers l'autonomie.

### • **Le défi de l'accès à l'information et aux droits**

Il existe de nombreuses aides et dispositifs pour accompagner les jeunes dans leur parcours d'autonomie. Même si cela peut sembler paradoxal, face à ce foisonnement d'aides, le plus difficile pour le jeune est d'avoir connaissance de celle à laquelle il peut prétendre. En effet, une étude du Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie (CREDOC) montre que 56 % des jeunes n'ont pas un recours total à leurs droits sociaux.

La première question pour les jeunes est donc celle de l'accès aux droits. Or, dans les motifs de non-recours évoqués par les jeunes, le manque d'information arrive largement en tête.

Face à ce constat, l'information sur les droits et les démarches est un enjeu majeur à leur prise d'autonomie. « Contre les inégalités, l'information est une arme » dit le slogan de l'observatoire des inégalités.

La Région cherche à informer le plus grand nombre, en particulier au travers de sites web. Une nouvelle étape vient d'être franchie par la création de la plateforme YEP'S. Celle-ci, ouverte à tous les jeunes de 15 à 25 ans, a comme ambition de leur simplifier l'accès à l'information et à leurs démarches.

Dans le cadre de sa responsabilité de chef de file, la Région a fondé cet outil sur la coopération avec l'ensemble des partenaires qui pourront s'adresser aux jeunes de leur territoire au travers de cette plateforme.

### **Le pouvoir de s'informer**

« Cet environnement reposera sur toutes les fonctionnalités offertes aujourd'hui par le numérique, il visera à apporter des réponses complètes et exhaustives. Il est essentiel en effet que les informations apportées soient ciblées et permettent de fournir des réponses pragmatiques et concrètes. Il en va ainsi des questions de mobilité, de formation, d'engagement...»<sup>6</sup>

Comme indiqué précédemment, l'Etat déploie progressivement sur les territoires une plateforme, la « Boussole des droits » qui a des objectifs similaires. La démarche, elle, est différente, puisque cette plateforme doit avant tout permettre aux jeunes de trouver le bon interlocuteur en le mettant en relation avec un professionnel.

L'enjeu, lors du déploiement de « La boussole » qui devrait débiter prochainement dans la Région sera de mettre les 2 dispositifs en corrélation et de les rendre réellement complémentaires.

Si l'outil numérique est essentiel, il ne peut répondre aux besoins de toutes et tous. La fracture numérique, même pour la génération « née avec le digital », interdit de passer au tout numérique ; un accompagnement personnalisé reste nécessaire. La mobilisation de tous les partenaires (réseau Information Jeunesse, Missions Locales, Education Nationale, ...) sera essentielle pour répondre à ces besoins.

Dans leur rapport de mars 2017, Célia Verot et Antoine Dulin<sup>7</sup> propose « de mettre en place un « rendez-vous des droits », qui permettra à tout jeune de faire le point sur l'ensemble de ses droits sociaux (aides au logement, allocations familiales, aides attribuées par les collectivités territoriales...) ». Le conseil d'orientation des politiques de jeunesse relaie également cette proposition.

Cette préconisation pourrait faire l'objet d'expérimentations sur les territoires au travers d'une contractualisation avec les partenaires.

### **• Le défi de l'orientation, de la formation**

Le parcours vers l'emploi, à travers une formation adaptée et une insertion professionnelle accompagnée, constitue un élément capital de l'accès à l'autonomie.

Par ses compétences, la Région est fortement investie dans les champs de la formation, qu'elle soit initiale, continue ou de l'apprentissage et de l'orientation. Elle a placé la formation et l'accompagnement de tous les publics vers l'emploi au cœur de ses politiques et de ses engagements budgétaires.

La stratégie de la Région en la matière se retrouve dans le contrat régional pour l'orientation et la formation (CPRDFOP).

---

<sup>6</sup> Extraits du rapport de présentation de YEP'S le 29 juin 2018.

<sup>7</sup> « Arrêtons de les mettre dans des cases ! - Pour un choc de simplification en faveur de la jeunesse » - Mission confiée à Mme Célia Verot, conseillère d'Etat et M. Antoine Dulin, vice-président du Conseil économique, social et environnemental par le Premier ministre.

## **Le pouvoir de s'orienter**

Dans un monde qui change très vite et dans un contexte économique dégradé, le droit à changer de parcours, de métiers ou de formation doit être reconnu et accompagné. L'orientation est un enjeu majeur pour l'avenir des jeunes alors que la diversité des offres professionnelles et la complexité de l'information, rendent cette tâche compliquée. Le Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) rassemble et fédère les professionnels de l'orientation afin que toute personne, en particulier les jeunes, en tous lieux du territoire régional et quels que soient leurs statuts, puissent obtenir une réponse à leurs questionnements en matière d'orientation.

Pour aider les jeunes à se projeter dans leur environnement économique, une découverte de l'économie régionale est proposée sur chaque forum.

De plus, la Région se mobilise afin de rendre lisible l'offre de formation en Région tout en permettant une meilleure visibilité des secteurs à forts potentiel d'embauche. En outre, le site « CLEOR » permet de disposer d'informations actualisées sur les métiers, les emplois, les formations et les compétences tout au long de l'année.

Soucieuse de répondre à tous les jeunes, la Région s'investit pleinement dans la lutte contre le décrochage. Les opérations « assure ta rentrée », « assure ton année » et le dispositif « accroche toi, décroche ton bac » permettent à près de 70 % des jeunes suivis de poursuivre une formation et d'obtenir une qualification professionnelle.

Enfin, la Région se voit confier des compétences accrues en matière d'information des jeunes (loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel) : une offre de service adaptée sera mise en place, en fonction des moyens qui lui seront donnés.

## **Le pouvoir de se former**

La carte des formations professionnelles initiales s'inscrit dans une démarche d'articulation des demandes sociales des jeunes et des familles et des besoins des entreprises, tout en prenant en compte l'évolution démographique des territoires de la Région.

Le premier objectif consiste à faciliter l'accès aux premiers niveaux de qualification sur tous les territoires mais aussi à garantir la possibilité d'une poursuite d'études pour les jeunes issus des baccalauréats professionnels, en imaginant des passerelles permettant de construire des parcours adaptés à chacun, pouvant mixer statut scolaire et apprentissage.

Le second objectif est de garantir aux jeunes une offre diversifiée de formations, tant en terme de filières qu'en terme de diplômes, pour répondre aux diverses aspirations des jeunes tout en faisant le lien avec les branches professionnelles pour préparer au mieux leur future insertion professionnelle et leur épanouissement personnel.

Garantir l'accès à une qualification pour chaque jeune est un engagement majeur de la Région.

La Région veillera, dans le contexte actuel de réformes de la voie professionnelle et de l'apprentissage, à ce que l'offre de formation puisse répondre à la demande des jeunes en assurant d'une part un maillage du territoire cohérent et d'autre part une pluralité de parcours permettant à chacun de suivre sa trajectoire personnelle de formation puis d'insertion professionnelle. La territorialisation de l'offre de formation, le développement des passerelles, la diversification des parcours mixtes ou non-linéaires sont les principaux enjeux à relever au service de la jeunesse de la région Centre-Val de Loire.

Au-delà des enjeux de choix de formation initiale, la Région développe une politique de formation professionnelle, en partenariat avec les acteurs comme les missions locales, qui vise à permettre aux jeunes, en situation de recherche d'emploi ou de reconversion professionnelle :

- D'accéder à un premier emploi ou durablement à l'emploi ;
- D'adapter leurs connaissances et compétences afin de mieux répondre aux évolutions du marché du travail, de sécuriser les carrières et de faciliter la mobilité professionnelle.

Pour cela, la Région déploie 3 actions de formation professionnelle à destination des jeunes, la formation, l'accompagnement et la lutte contre les freins à la formation (mobilité, hébergement, restauration, rémunération).

De plus, les jeunes peu qualifiés ont été identifiés comme public prioritaire dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences mis en œuvre depuis 2018.

En parallèle, l'investissement de la Région dans les lycées, les CFA et les établissements de formations sanitaires et sociales est un élément fort de l'accompagnement des jeunes dans leur formation.

Enfin, la Région a une politique volontariste en matière d'enseignement supérieur, dont les ambitions sont clairement exprimées dans le SRESRI avec comme principal objectif d'offrir « un parcours de réussite pour chaque étudiant en Région Centre- Val de Loire ».

### • **Le défi de l'autonomie, de l'émancipation**

Développer l'autonomie des jeunes, c'est les accompagner dans leur parcours vers l'indépendance financière et résidentielle, en même temps que leur capacité à prendre individuellement et collectivement les décisions qui les concernent. Cela implique aussi de les accompagner pour favoriser leur orientation scolaire et professionnelle et leur émancipation culturelle.

### **Pouvoir se loger**

La question de l'accession au logement est une question qui traverse les classes d'âge et les situations professionnelles et personnelles. Consciente de cette situation, la Région, dans ses ambitions d'aménagement du territoire, souhaite offrir un habitat accessible et adapté aux besoins et évolutions démographiques, économiques, sociales et environnementales.

Les jeunes sont parmi ceux qui ont le plus de difficultés à trouver un hébergement dans le cadre du marché. Quel que soit leur statut, ils ont des besoins spécifiques qui compliquent leur recherche :

- besoins de petits logements,
- ressources insuffisantes au regard du niveau des loyers,
- besoin d'une offre de logement sur de courtes durées, en particulier pour les étudiants, les apprentis, les stagiaires.

La Région accompagne aujourd'hui les jeunes dans leur accès au logement. Qu'ils soient lycéens, apprentis, étudiants, en formation, en recherche d'emploi, en stage, ... la Région déploie de nombreuses réponses, en partenariat avec les nombreux opérateurs du logement à destination des jeunes (les FJT, l'URHAJ, les bailleurs sociaux, les collectivités territoriales,...).

Elle agit au travers du financement de créations ou de rénovations de logements à leur destination et également en proposant un site « e-logement », destiné aux apprenants qui recherchent un hébergement temporaire.

La Région souhaite continuer cette politique en répondant aux besoins de chaque territoire en ayant une réflexion collective pour développer de nouvelles formes d'habitats, en partenariat avec les opérateurs. En particulier sur la question de la modularité comme le préconise le CRAJEP dans son livre blanc Jeunesse<sup>8</sup>.

La démarche contractuelle avec les partenaires du logement devra contribuer à enrichir l'offre proposée aux jeunes, en particulier dans les territoires déficitaires.

L'investissement immobilier régional, tant dans les résidences étudiantes que dans les Foyers de Jeunes Travailleurs (FJT) perdurera et la Région soutiendra les projets innovants d'hébergements (logement intergénérationnel par exemple), en continuant d'apporter une attention particulière à tous les jeunes qui ont besoin de se loger sur des courtes durées et qui ont de faibles revenus.

### **Pouvoir être en bonne santé et de se soigner**

La jeunesse est une période charnière en matière de santé, puisque c'est à ce moment que les jeunes acquièrent leurs propres comportements à l'égard de leur santé. C'est également à cette période que les inégalités sociales de santé (ISS) peuvent apparaître et s'ancrer dans la durée.

Globalement, les jeunes se déclarent en bonne santé (96% des 15-30 ans<sup>9</sup>), même si cette perception diminue avec l'avancée dans les années et varie selon le sexe et les catégories socio-professionnelles. Pourtant, à rebours de ce sentiment, certains sont conduits à renoncer à avoir recours aux soins (le plus souvent dentaires et optiques) pour des raisons financières. En réalité, la santé ne fait pas partie de leurs priorités et leur perception est relative.

Ce portrait plutôt positif ne doit toutefois pas occulter certains enjeux forts de santé publique pour la jeunesse :

- La question de l'alimentation, pilier majeur pour grandir et rester en bonne santé ;
- La question de la santé mentale (les jeunes représentent un groupe vulnérable ; puisque les transitions vers la vie adulte se vivent rarement sans stress) ;
- La question des comportements à risque qui mettent en danger leur sécurité ou leur santé (la consommation excessive d'alcool, le tabagisme ou les relations sexuelles non protégées par exemple) ;
- La question de la santé environnementale, avec une exposition grandissante à de nombreux perturbateurs endocriniens.

De plus, la crise de la démographie médicale dans notre Région, met la question de l'accès au soin pour les jeunes au cœur de ses préoccupations. Le plan urgence santé, qui agit notamment en faveur de la formation de futurs professionnels de santé et pour l'accès aux soins dans les zones médicalement défavorisées participe à construire une réponse.

---

<sup>8</sup> CRAJEP : Livre blanc Jeunesse du CRAJEP Centre-Val de Loire.

<sup>9</sup> Santé des 15-30 ans: comment se portent et se comportent les jeunes ? Baromètre santé jeunes 2010-INPES.

La Région développe une politique très volontariste d'approvisionnement local et de qualité pour la restauration scolaire, tout comme en matière de prévention et de promotion de la santé en faveur des jeunes, en apportant un appui méthodologique et financier aux projets de prévention santé initiés par les lycées ou les CFA.

Enfin, la Région est attentive au développement des maladies chroniques qui progressent de manière inquiétante et aux nouvelles maladies qui émergent (hypersensibilité chimique, fibromyalgie, ...) et qui risquent d'impacter la santé des jeunes.

L'objectif pour la Région est de donner les moyens aux jeunes de prendre soin de leur santé. Pour cela, les actions à développer en partenariats avec différents acteurs s'articulent autour de quatre axes principaux :

- Développer l'accès à une alimentation de qualité dans les lycées et CFA ;
- Sensibiliser les jeunes aux questions de santé, y compris de santé environnementale ;
- Informer les jeunes sur le système de soin ;
- Développer des actions de prévention et de promotion de la santé.

L'enjeu est que les jeunes prennent conscience que leur comportement et agissement ont des conséquences sur leur santé, immédiatement ou sur le long terme et qu'ils prennent l'habitude de prendre soin de leur santé et de leur corps.

### **Le pouvoir d'être mobile**

Quand on pense à la mobilité des jeunes, on pense généralement à la mobilité internationale, le fait de traverser une frontière. Or, la première mobilité à laquelle est confronté un jeune est celle pour les déplacements de sa vie quotidienne.

Les problèmes de transport touchent directement les jeunes dans leurs activités et peut constituer un frein important pour suivre une formation, trouver un logement, un emploi, se soigner, ..., particulièrement en milieu rural et péri-urbain mais également en périphérie des centres villes.

Environ un tiers des jeunes de 18 à 24 ans renonce régulièrement à des services du quotidien, faute de trouver un moyen de transport pour s'y rendre, selon une enquête réalisée par l'institut de sondage Elabe<sup>10</sup>. Cette contrainte de mobilité impacte également le lien social. En effet, 37% des 18-24 ans ont déjà renoncé plusieurs fois à passer du temps avec leurs amis (contre 20% en moyenne nationale) et 32% à rendre visite à leur famille. Pour notre Région, ces chiffres sont confortés par le Baromètre Jeunesse 2017 de l'INJEP et lors d'un BlablaJeunesse réalisé par la mission locale de l'Orléanais.

La Région s'est saisie de cet enjeu et consent de forts efforts financiers en matière de transports collectifs, en particulier pour ses publics cibles. La mesure phare est la gratuité sur les transports scolaires pour les lycéens et les apprentis pré-bac. Elle développe aussi des formules pour les étudiants, les apprentis, les jeunes en situation de formation ou de recherche d'emploi et les jeunes salariés pour les TER.

---

<sup>10</sup> \*Méthodologie de l'étude « Mobilité et accès aux services du quotidien » réalisée par Elabe à l'occasion des 5èmes rencontres de la Mobilité inclusive organisées par le Laboratoire de la mobilité inclusive : Echantillon de 1000 individus, représentatif des résidents de la France métropolitaine, âgés de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du répondant, région et catégorie d'agglomération). Interrogation en ligne les 1er et 2 mai 2018.

Pour autant, selon l'enquête de juillet 2018 sur « Les déplacements liés à l'Enseignement supérieur en Région Centre Val de Loire – Pratiques et besoins », les étudiants utilisent majoritairement leur voiture pour se rendre sur le lieu d'étude, y compris à Tours et Orléans.

La coopération entre les collectivités et en particulier avec les différentes intercommunalités sur la question de mobilité semble nécessaire, voire déterminante. La contractualisation devra permettre de :

- Poursuivre le développement de transports multimodaux (train + bus + tram + vélo...) ;
- Développer une offre diversifiée de solutions alternatives aux transports collectifs (le co-voiturage, l'accès à un transport individuel pour les jeunes ayant des besoins particuliers, ...) ;
- Développer les moyens de transport doux comme le vélo ;
- Participer à l'éducation à la prévention routière de tous les jeunes.

### **Le pouvoir de se cultiver**

La culture propose des espaces de liberté, d'expression et d'action qui sont des lieux privilégiés de citoyenneté, nécessaires à la construction de notre personnalité. Permettre à chaque jeune d'éveiller sa curiosité, de s'épanouir et de s'émanciper est le fil conducteur de la politique culturelle Régionale à destination des jeunes.

La Région propose une politique de soutien en faveur du développement de la culture auprès de la jeunesse depuis de nombreuses années. Les ambitions de cette politique sont de 2 ordres :

- Favoriser un égal accès à la culture pour la jeunesse ;
- Contribuer et enrichir le parcours d'éducation artistique et culturel de chaque élève.

Pour cela, la Région intervient comme partenaire, souvent financier, des structures culturelles et artistiques ou des collectivités territoriales en soutenant leurs actions ; ou en proposant des aides directes.

Dans sa propre politique culturelle, la Région s'adressait jusqu'à présent de façon quasi exclusive aux jeunes relevant de ses compétences, les lycéens, les apprentis et les jeunes en formation sanitaires et sociales.

Avec l'ouverture de YEP'S, la Région s'adresse aujourd'hui à tous les jeunes de 15 à 25 ans, quel que soit leur statut, en leur permettant de bénéficier d'aides pour accéder à une offre culturelle.

YEP'S permet de :

- Rendre plus visible l'action Régionale dans le domaine culturel ;
- Encourager la découverte de lieux culturels partenaires de la Région ;
- Diversifier les pratiques culturelles, artistiques et environnementales des jeunes ;
- Proposer un outil au service d'une médiation culturelle et artistique auprès des jeunes.

En parallèle, la Région propose toujours aux jeunes, via le parcours d'éducation artistique et culturelle d'aborder les grands domaines des arts et de la culture dans leur diversité. Grâce à ce parcours, chaque élève a la possibilité de développer ou de renforcer ses pratiques artistiques, de rencontrer des artistes, des œuvres et de fréquenter des lieux culturels.

Au-delà des dispositifs propres à la Région, le travail de partenariat avec les acteurs culturels doit continuer et permettre de développer l'accès à la culture à tous les jeunes sur tous les territoires.

### **Le pouvoir de pratiquer des activités physiques et sportives**

Le sport est un des vecteurs de l'épanouissement et de l'émancipation des jeunes. Sa pratique a non seulement des vertus en termes de santé et de bien-être mais également en termes de cohésion.

En France, les jeunes sont nombreux à avoir une pratique sportive, puisque près de 80 % d'entre eux disent pratiquer une activité sportive, même si un décrochage des affiliations se produit à l'adolescence.

Cette pratique est diverse puisqu'elle peut être de loisir ou de compétition, libre ou encadrée...

La Région soutient le réseau sportif régional, au travers du dispositif de « Cap 'Asso » et la plateforme YEP'S va permettre de proposer aux jeunes de participer aux événements sportifs du territoire.

L'objectif pour la Région, en partenariat avec les collectivités locales et les acteurs régionaux du sport, en particulier le Comité Régional Olympique et Sportif (CROS), est :

- D'encourager la pratique d'un sport ;
- D'inciter les jeunes à participer aux événements sportifs du territoire ;
- De diversifier les lieux de pratiques sur les territoires ;
- D'inciter les jeunes à s'engager dans le réseau des clubs.

### **• Le défi de l'engagement**

Développer l'esprit d'entreprendre chez les jeunes, passe par un apprentissage de la citoyenneté et de l'engagement dès le plus jeune âge. « Plus on s'engage jeune, plus on devient un adulte engagé ! ». <sup>11</sup> La Région se mobilise pour que les jeunes soient des citoyens éclairés, engagés et conscients de l'environnement dans lequel ils vivent. La Région se mobilise pour que tous les jeunes aient le pouvoir de se dire « je peux ».

### **Le pouvoir de s'engager**

Dans notre Région, comme dans le reste du pays, un tiers des jeunes donne de leur temps bénévolement <sup>12</sup>. Selon l'enquête de France Bénévolat <sup>13</sup>, c'est l'engagement des moins de 35 ans qui a le plus progressé en France, entre 2010 et 2016, allant à l'encontre de l'idée reçue que la jeunesse ne s'engagerait pas.

<sup>11</sup> Extrait de la synthèse du BlablaJeunesse organisé par la Ligue de l'enseignement d'Indre-et-Loire, lors du rassemblement régional Junior Association.

<sup>12</sup> Baromètre jeunesse 2017 – Région Centre-Val de Loire – INJEP.

<sup>13</sup> L'évolution de l'engagement bénévole associatif en France, de 2010 à 2016 – France Bénévolat.



Si leur implication, y compris dans les associations ne se dément pas, rares sont ceux qui exercent une responsabilité, ce qui peut s'expliquer de plusieurs façons :

- Méconnaissance du monde associatif et des modalités de fonctionnement ;
- Disponibilité des jeunes plutôt sur des courtes durées ;
- Cadre associatif pas forcément adapté à leurs attentes.

Leur engagement, souvent dans des sujets de solidarité ou humanitaire, sportive et culturelle n'est pas toujours reconnu ni valorisé dans leur parcours et par la société.

Dans le domaine politique et syndical, leur engagement est très faible et leur rejet du monde politique est parfois très fort. La nécessité de renouer les liens entre les jeunes et la politique est un enjeu démocratique. Il peut passer par la participation des jeunes.

En effet, la démocratie locale peut être un formidable outil d'apprentissage du « vivre ensemble ». C'est sur cette idée que le CRJ existe depuis 2011 dans notre Région, tout comme les conseils de jeunes créés dans de nombreuses collectivités locales.

Dans les établissements de formation, la Région favorise le développement du comportement citoyen des jeunes en soutenant les projets des jeunes sur les thématiques de l'environnement, des Agendas 21, des savoir-faire et métiers, et de la citoyenneté culturelle, ...

La Région souhaite encourager plus encore l'engagement des jeunes. Il ne s'agit pas de forcer l'engagement mais bien de créer les moyens pour le favoriser.

Pour cela, dans le cadre de sa contractualisation jeunesse, la Région soutiendra les projets permettant :

- La mise à disposition des ressources ;
- L'encouragement des projets ;
- La mise en place des espaces d'expression publics favorisant la construction collective d'idées et d'opinions<sup>14</sup> ;
- La valorisation des initiatives et les acteurs de ces initiatives.

D'autre part, comme le propose le CRAJEP<sup>15</sup>, un « travail de diagnostic partagé par les acteurs jeunesse sur la question de la participation des jeunes » sera engagé.

### **Le pouvoir d'entreprendre**

Pour développer l'esprit d'entreprendre et stimuler en eux l'esprit de créativité, la Région propose deux actions orientées vers les jeunes : « Graine de Boîte » et « Créa campus ». Ces actions, destinées pour la première aux lycéens et apprentis, pour la seconde aux étudiants a pour but de les sensibiliser à la création d'entreprises et à leur capacité d'entreprendre.

D'autre part, la Région souhaite promouvoir les principes de l'économie sociale et solidaire (ESS) auprès des jeunes. En particulier pendant leur formation sur les questions de l'entrepreneuriat dans l'ESS, de la recherche d'emploi et de l'engagement.

---

<sup>14</sup> Retour contribution BlablaJeunesse sur l'engagement – Radio ZEF.

<sup>15</sup> Livre blanc Jeunesse du CRAJEP Centre-Val de Loire.

## **Le pouvoir de s'ouvrir au monde**

Etre citoyen du monde c'est prendre conscience d'habiter une planète aux ressources finies et participer à définir la façon dont on veut gérer collectivement les « communs ». La Région a développé une politique forte d'éducation à l'environnement avec le soutien à différents acteurs à la fois pour des actions de sensibilisation et de mobilisation pour l'écologie, afin de participer à construire un monde plus solidaire.

Etre citoyen du monde, c'est aussi aller à la rencontre de l'autre et d'autres cultures dans les pays européens ou dans le monde. Depuis plusieurs années, la Région est très engagée dans le développement de la citoyenneté européenne et de la solidarité internationale.

La politique de la Région en la matière repose sur deux axes :

- Appui au développement de la citoyenneté européenne et de la solidarité internationale ;
- Mobilité à des fins d'apprentissage en dehors du cadre scolaire (volontariats, etc...).

Ces projets, portés avec l'ensemble des partenaires qui s'investissent dans le champ Européen et/ou international doivent continuer à se développer.

L'appui au développement de la citoyenneté européenne et de la solidarité internationale repose sur trois leviers principaux :

- L'éducation à la citoyenneté européenne et à la solidarité internationale, notamment en direction des jeunes ;
- La solidarité internationale en faveur des objectifs du développement durable ;
- La mobilité internationale des jeunes en dehors du cadre scolaire.

La mobilité internationale des jeunes est encouragée au travers :

- Des chantiers solidaires avec des rencontres interculturelles ;
- Des rencontres entre groupes de jeunes ;
- Le volontariat (Service civique, Volontariat de Solidarité Internationale, Service Volontaire Européen...).

Enfin, la Région porte un programme de volontariat international dans le cadre de la politique de coopération, via l'intermédiation du réseau national France Volontaires.

La Région souhaite poursuivre ces actions et développer les partenariats permettant aux plus grand nombre de jeunes de connaître les dispositifs et d'en bénéficier.

## **3) Une gouvernance Régionale partagée avec les acteurs de la jeunesse**

La volonté de la Région de prendre en compte la situation de chaque jeune, de lui proposer un accompagnement personnalisé, adapté et pouvant évoluer, nécessite un changement de paradigme que tous les acteurs doivent prendre en compte.

Il s'agit d'envisager une approche globale et d'éviter l'accumulation de dispositifs. En effet, développer une politique jeunesse, cela consiste à favoriser l'autonomie et l'émancipation des jeunes, rendue possible par la complémentarité des réponses proposées (éducation, formation, orientation, emploi, ressources, logement, santé, citoyenneté, mobilité, etc...) et une réelle dynamique partenariale, dans le cadre de projets territoriaux.

La Région souhaite aujourd'hui assumer pleinement son rôle de chef de file en coordonnant l'action publique vers la jeunesse, en instaurant une gouvernance partagée, à l'échelle de la Région, impliquant tous les acteurs de la jeunesse et un dialogue permanent.

Il n'existe pas de définition juridique de la notion de chef de file. Pour autant, lors de la révision constitutionnelle de 2003, à l'article 72 il a été inscrit qu'« aucune collectivité territoriale ne peut exercer une tutelle sur une autre », mais il a été ajouté : « cependant, lorsque l'exercice d'une compétence nécessite le concours de plusieurs collectivités territoriales, la loi peut autoriser l'une d'entre elles ou un de leurs groupements à organiser les modalités de leur action commune ». Elle est alors chef de file, et peut organiser les modalités d'action commune.

Le rôle de chef de file n'est pas de « faire à la place de » ou de donner des injonctions aux autres collectivités mais bien la volonté de construire ensemble des réponses aux jeunes des territoires.

Notre Région est résolue à prendre cette responsabilité de manière pleine et entière, dans le cadre d'un dialogue permanent qui favorise la co-construction, organisé avec les jeunes et les acteurs de la jeunesse du territoire Régional.

L'enjeu de ce chef de file est bien de permettre à la jeunesse de la Région, dans sa diversité sociale, géographique, culturelle, d'être informée, de connaître ses droits et de rendre visible les réponses apportées par la Région et par l'ensemble des acteurs (Etat, collectivités, associations, établissements de formation, acteurs du SPRO, ...) qui agissent pour eux.

#### A) Conduire la politique jeunesse avec nos partenaires

##### • **Avec les services de l'Etat**

La Région est engagée de manière globale avec l'Etat, en particulier au travers du Contrat de Projets Etat- Région 2015-2020.

De plus, la Région travaille en étroite collaboration avec les services de l'Etat dans les différents champs liés à ses compétences en matière de jeunesse :

- Avec le Rectorat pour l'enseignement supérieur et les lycées ;
- Avec la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAFF) pour les lycées ;
- Avec la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) et Pôle emploi pour la formation professionnelle et l'emploi ;
- Avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour les formations sanitaires et sociales ;
- Avec la Direction Régionale de l'Action Culturelle (DRAC) pour la politique culturelle, ...

Il est nécessaire aujourd'hui d'élaborer une stratégie commune avec la Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) sur tous les sujets partagés que sont l'information des jeunes, la mobilité européenne, les chantiers de jeunes, l'engagement, ... en cohérence avec le Plan territorial JEPVA en Région Centre-Val de Loire en phase de finalisation actuellement.

En premier lieu, l'articulation entre la labellisation des structures Information Jeunesse dont la responsabilité incombe à la DRJSCS et la coordination des services d'information des jeunes portée par la Région est à construire, tout comme le lien entre YEP'S et la Boussole des droits. Cela doit être aujourd'hui une priorité afin d'améliorer la lisibilité de l'offre et l'accès des jeunes à l'information dont ils ont besoin.

Cela sera un des axes de travail prioritaire avec la DRJSCS pour la fin de l'année 2018.

En 2<sup>ème</sup> lieu, des outils communs d'observation, d'évaluation, de prospective et de statistiques sont à construire, en lien avec l'observatoire des données sociales en région Centre-Val de Loire, l'observatoire des inégalités et le GIP Alfa centre.

#### • Avec les collectivités territoriales

Les conseils départementaux, les villes, les intercommunalités agissent tous d'une façon ou d'une autre en matière de politique de jeunesse. Qu'il s'agisse d'emploi, d'insertion, de conseils consultatifs, de lieux d'accueil, de propositions d'éducation, de loisirs ou culturelles, ...

L'enjeu est de dépasser la dimension sectorielle de chacun pour s'inscrire dans une vision de projet centrée sur le parcours des jeunes : accès au logement, à la santé, à la formation, à l'emploi. L'objectif sera de favoriser la structuration du territoire Régional en espaces de projets. La CTAP peut être un outil à privilégier car le niveau opérationnel de la politique Régionale doit être infrarégionale (bassin de vie, d'emploi, intercommunalité, ...).

La Région propose que sa contractualisation avec les collectivités locales puisse comprendre un volet jeunesse. Si le contenu précis est à construire, ce projet reposera avant tout sur l'analyse du territoire et de ses potentialités.

Il devra prendre en compte plusieurs principes dont les premiers seront :

- La mise en œuvre d'un projet associant les associations et les jeunes ;
- L'organisation de la participation des jeunes aux décisions qui les concernent ;
- Le développement de l'accès aux activités du plus grand nombre et en particulier, en direction des plus démunis.

De plus, afin d'accompagner les territoires, la Région pourrait participer à l'élaboration d'un diagnostic et/ou proposer de l'ingénierie.

#### • Avec les CAF

La Convention d'Objectifs et de Gestion (COJ) entre l'Etat et la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) pour la période 2018-2022 souligne l'enjeu de « soutenir les jeunes dans leur accès à l'autonomie ». Dans chaque département, la CAF décline la COJ au travers des schémas départementaux des services aux familles (SDSF) dont certains comportent un volet jeunesse.

Les CAF et la Région ont la volonté de travailler conjointement sur le sujet de la jeunesse. La Région participe déjà aux diagnostics jeunesse portés par la CAF dans certains départements et a été sollicitée pour être partenaire des SDSF dans leur volet jeunesse, souvent à construire.

De plus, plusieurs sujets ont été identifiés, sur lesquels un travail commun doit s'engager : les lieux tiers, les promeneurs du net et les outils de dialogue avec la jeunesse.

- **Avec les réseaux associatifs de la jeunesse et de l'éducation populaire**

Une des particularités des politiques jeunesse est de s'appuyer de manière importante sur un vaste secteur associatif, souvent structuré Régionalement par le biais de coordination ou d'association jouant un rôle de tête de réseau Régionale.

Le conseil Régional travaille avec ces différentes têtes de réseau Régionales :

- Avec l'association Régionale des missions locales (ARML) en matière d'insertion,...
- Avec le Centre Régional d'information jeunesse (CRIJ) pour le SPRO, l'Europe, l'engagement des jeunes, ...
- Avec le mouvement associatif ;
- Avec diverses associations et intervenants pour le CRJ.

Au-delà de ces échanges souvent par entrée thématique, le Conseil Régional souhaite aujourd'hui une coopération consolidée avec ces acteurs en contractualisant ses relations avec les coordinations et les fédérations Régionales associatives par des conventions d'objectifs pluriannuelles. Les éléments structurant ces contractualisations seront à construire ensemble.

- **Avec les jeunes au cœur du dispositif**

Il est important de co-construire les politiques de la jeunesse avec les bénéficiaires, c'est-à-dire les jeunes eux-mêmes, pour aboutir à des politiques qui soient plus ajustées, plus performantes et plus proches de leurs besoins réels dans leur quotidien et dans leur territoire.

La Région possède dès à présent un lieu privilégié d'échanges avec les jeunes. Il s'agit du Conseil Régional de la Jeunesse (CRJ). C'est une instance participative de jeunes qui a été mise en place de façon volontaire par la Région dès 2011. C'est un espace ouvert à tous les jeunes de 15 à 27 ans de la Région, pour vivre pleinement la citoyenneté, aider à comprendre le monde qui les entoure et y façonner sa propre place. Le CRJ a été renouvelé en profondeur dès le début de cette mandature, pour que les jeunes puissent être associés et contribuer concrètement à l'élaboration des politiques Régionales.

C'était le sens de la première session commune organisée entre le Conseil Régional et le CRJ le 29 juin dernier. Cette séance a permis :

- Que le CRJ puisse partager ses réflexions avec l'ensemble des élus Régionaux ;
- D'avoir un temps d'échange en commun sur les enjeux de la jeunesse en Région Centre-Val de Loire.

Afin de faire perdurer les échanges directs avec le CRJ, la Région souhaite que cette session devienne un rendez-vous annuel.

Enfin, pour permettre à tous les jeunes de s'exprimer et de s'engager, un évènement annuel Jeunesse, co-construit avec les jeunes, sera organisé chaque année.

#### B) Faire vivre le dialogue avec l'ensemble des partenaires

Au-delà du dialogue bilatéral qu'il est nécessaire de conserver ou d'approfondir avec chacun des acteurs ou réseau d'acteurs, il est important de créer un espace de partage régulier avec l'ensemble des acteurs.

Cela se traduira par la création du conseil d'orientation régional des politiques de jeunesse à l'image de la conférence régionale du sport et de la conférence permanente consultative de la culture mises en place par la Région.

#### **Ses objectifs**

- Mettre en place un espace de débat entre les acteurs Régionaux de la jeunesse ;
- Matérialiser un espace de dialogue pour exercer une compétence partagée entre les différents niveaux de collectivité ;
- Encourager les coopérations entre les acteurs ;
- Élaborer des orientations stratégiques, leur l'articulation et leur coordination entre tous les intervenants.

#### **Six collèges d'acteurs**

- **Les jeunes** : le CRJ, les conseils locaux de jeunes, la Fédération des Maisons des Lycéens Centre Val de Loire (FMDL), des volontaires, ...
- **Les collectivités** : élus régionaux et représentants de collectivités agissant dans le domaine de la jeunesse (membres de la CTAP) ;
- **Les acteurs associatifs et d'éducation populaire** : CRAJEP, le réseau information jeunesse, le mouvement associatif, les missions locales, la CRESS, ...
- **Les représentants de l'Etat, des organismes sociaux** : DRJSCS, Rectorat, DRAAF, CAF et MSA ;
- **Les représentants du CESER ;**
- **Des personnes ressources et des jeunes citoyens.**

Seront conviés à s'engager dans la feuille de route jeunesse proposée par la Région.

#### **Son fonctionnement**

La présidence de ce conseil sera assurée par le président du conseil Régional. Ses travaux seront animés par les deux vice-présidents en charge de la jeunesse, en association avec les deux co-présidents du CRJ.

Dès son installation, ce conseil sera saisi sur les modalités d'organisation du dialogue structuré dans les territoires et devra faire des propositions dans les 6 mois.

Le dialogue avec les citoyens est un marqueur fort de la Région. En effet, la Région Centre-Val de Loire inscrit depuis plusieurs années la construction de ses politiques publiques dans un dialogue permanent avec les habitants et les acteurs socioéconomiques de tous les territoires qui la composent.

Cette instance de dialogue et de co-construction en sera le reflet en matière de politique jeunesse.

C'est donc une nouvelle brique de la démocratie permanente qui s'inscrit en cohérence avec le rapport adopté en avril 2018 « Faire vivre la démocratie permanente en Région Centre-Val de Loire »

### C) Pour faire vivre le dialogue structuré

#### **Définition du dialogue structuré<sup>16</sup>**

*« Le Dialogue Structuré est une méthode visant à améliorer l'efficacité des politiques publiques en favorisant le dialogue avec les citoyens et la société civile dans la conception, la mise en place, le suivi et l'évaluation de celles-ci.*

*(...) Il part du postulat que l'implication des citoyens et de la société civile dans l'action publique permet d'en renforcer l'adaptation à la réalité, l'intelligibilité et d'éviter tout conflit ultérieur.*

*(...) Cette méthode a été « institutionnalisée » au niveau européen, principalement dans le domaine de la jeunesse. Si ce dialogue structuré fonctionne bien au niveau européen, le degré de mobilisation dans chaque pays européen reste très variable ».*

*« (...) Il est fondé sur la participation. Il s'agit de mieux organiser des espaces existants de débats et de participation plutôt que d'en créer de nouveaux.*

*(....) Beaucoup de formes de dialogue préexistaient au dialogue structuré : Conseils de jeunes, votes, manifestations, conférences de consensus, consultations publiques... L'idée n'est pas de remettre en cause ces formes de dialogue mais de trouver une architecture pour les organiser et les mettre en synergie pour les structurer(...). »*

Cette approche sera mise en œuvre par la Région au travers du conseil d'orientation régional de la jeunesse.

La Région encouragera les initiatives visant la mise en place de ce dialogue structuré sur les territoires, à une échelle plus locale, que ce soit par les collectivités territoriales ou par les associations d'éducation populaire, en particulier celles réunies au sein du CRAJEP, porteur avec l'ANACEJ, à l'échelle nationale de cette initiative.

\*\*\*

\*

---

<sup>16</sup> Extraits des brochures « Le dialogue structuré en 2 minutes » du comité national des associations de Jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) et du « le kit d'action du dialogue structuré territorial » du CNAJEP et de l'association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ).

*Nous sommes heureux d'écrire avec vous une nouvelle page de l'engagement de notre région en faveur de la jeunesse. En nous confiant le pilotage partagé de cette compétence, le président a souhaité affirmer le caractère pleinement collégial de cette compétence. Toutes nos politiques publiques doivent prendre en considération les aspirations de la jeunesse dans toute sa diversité.*

*Si ces engagements ne sont pas nouveaux, ils prennent là une nouvelle dimension au regard des évolutions réglementaires qui font de la région le chef de file des politiques jeunesse. Et nous prenons toute la mesure de la mission de coordination et d'animation qui nous incombera pour que partout dans tous les territoires de notre région, avec l'ensemble des acteurs, nous sachions travailler de concert pour la jeunesse mais aussi et surtout avec la jeunesse.*

*Car, ce qui nous semble tout à fait déterminant, c'est la capacité que nous aurons à faire vivre un dialogue permanent avec les jeunes, à le faire vivre au plus près de leur vie quotidienne tout comme dans les cadres participatifs d'ores et déjà existants. Conseils municipaux de jeunes, Conseil départemental de la jeunesse ou Conseil régional de la jeunesse sont autant d'outils au service de ce dialogue. Nous devons inventer des articulations entre toutes ces instances, pour faire circuler la parole des jeunes et permettre l'expression de leur demande sociale. Mais il s'agira aussi de leur donner toute leur place, parfois de leur laisser la place et cela aussi dans des instances habituelles composées de plus anciens. Car les jeunes ne souhaitent pas seulement être entre eux, ils veulent également confronter leurs points de vue, entendre les nôtres et en débattre. Chaque situation, comme nous l'avons essayé lors de la session commune entre notre Conseil Régional et le CRJ, devra être saisie pour faire vivre ce dialogue, pour mieux se comprendre et pour que les politiques que nous construisons soient en pleine correspondance avec leurs aspirations.*

*C'est donc en nous inscrivant pleinement dans une dynamique partenariale avec les institutions publiques, l'Etat et les collectivités ainsi qu'avec les acteurs de la société civile dans toute sa diversité, que nous pourrons réussir à inscrire ce dialogue dans la permanence et à le rendre tout à fait efficace.*

*Cet enjeu prend un caractère tout particulier dans la période que nous vivons, celle de profondes mutations et de défis majeurs pour notre avenir. Nous devons affronter ces transformations avec les jeunes, les aider à trouver les clés de leur réussite dans ce contexte mais également nous nourrir de leurs propres réflexions, de leur capacité à interroger le monde et de leur vision de l'avenir.*

*La jeunesse n'est pas un problème, elle est une ressource. Faisons vivre ensemble cette maxime.*



## IV - Délibération

Je vous propose d'adopter la délibération suivante :

L'assemblée plénière, réunie le 18 octobre 2018 ;

Décide :

1) D'engager la Région dans une nouvelle gouvernance de la politique jeunesse caractérisée par la création du conseil d'orientation régional des politiques de jeunesse. Ce conseil aura la responsabilité de proposer un plan d'actions communes pour les territoires et les jeunes.

2) De prendre en considération les attendus de la politique jeunesse dans toutes nos contractualisations afin de soutenir la coopération entre les niveaux de collectivités.

3) De soutenir les acteurs associatifs de la jeunesse du territoire (CRAJEP, CRIJ, ...) au travers de conventions d'objectifs et de moyens pluriannuelles.

4) De contribuer à la mise en œuvre d'outils d'observation et d'évaluation sur le territoire, au niveau des bassins de vie.

5) De proposer, dans le cadre du débat d'orientation budgétaire 2019, la création d'un budget dédié à l'animation de la politique jeunesse afin de se donner les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ces orientations.

6) De proposer dans un an un rapport sur la mise en œuvre de la coopération entre les acteurs de la jeunesse dans les territoires.

7) D'adopter la nouvelle politique jeunesse.

François BONNEAU